

Annonces légales

DÉPARTEMENT DU DOUBS

Commune de PRESENTEVILLERS

PLAN LOCAL D'URBANISME AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

La Commune de Presentevillers informe ses administrés et toutes les personnes qui peuvent être intéressées qu'une enquête publique sur l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme (PLU) est ouverte. Cette enquête publique est organisée par arrêté du Maire du 26 octobre 2018. Le PLU a notamment pour objet de définir le projet d'aménagement et de développement durables (PADD) et les zones urbaines (U) à urbaniser (AU), agricoles (A) et naturelles et forestières (N) et de fixer les règles d'occupation du sol dans chacune de ces zones.

- le mercredi 28 novembre 2018 de 9 h 30 à 12 h,
- le vendredi 14 décembre 2018 de 16 h à 19 h,
- le samedi 22 décembre 2018 de 9 h à 11 h 30.
- le mardi 7 janvier 2019 de 14 h à 17 h.
A l'expiration du délai d'enquête publique, le registre sera clos et signé et disposera d'un délai de 30 jours pour transmettre au Maire de la Commune de Longeville-sur-Doubs, le dossier avec son rapport dans lequel figure ses conclusions motivées.

A Presentevillers, le 26 octobre 2018

Le Maire, Philippe MATHEU

DÉPARTEMENT DU DOUBS

Commune de LONGEVILLE-SUR-DOUBS

PLAN LOCAL D'URBANISME AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

La Commune de Longeville-sur-Doubs informe ses administrés et toutes les personnes qui peuvent être intéressées qu'une enquête publique sur l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme (PLU) est organisée par arrêté du Maire du 29 octobre 2018. Le PLU a notamment pour objet de définir le projet d'aménagement et de développement durables (PADD) et les zones urbaines (U) à urbaniser (AU), agricoles (A) et naturelles et forestières (N) et de fixer les règles d'occupation du sol dans chacune de ces zones.

- le mercredi 28 novembre 2018 de 9 h 30 à 12 h,
- le vendredi 14 décembre 2018 de 16 h à 19 h,
- le samedi 22 décembre 2018 de 9 h à 11 h 30.
- le mardi 7 janvier 2019 de 14 h à 17 h.
A l'expiration du délai d'enquête publique, le registre sera clos et signé et disposera d'un délai de 30 jours pour transmettre au Maire de la Commune de Longeville-sur-Doubs, le dossier avec son rapport dans lequel figure ses conclusions motivées.

A Longeville-sur-Doubs, le 29 octobre 2018

Le Maire, Pierre-Aimé GIRARDOU

DÉPARTEMENT DU DOUBS

Communes de BANMANS ET LA RIVIERE-DRUGEON

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE DEMANDE D'AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE AU TITRE DE LA « LOI SUR L'EAU » (LOI) RELATIVE AU PROJET DE RESTAURATION DU RUISSEAU DU GOUTEROT

La demande d'autorisation environnementale OIA présentée par le Syndicat Mixte des Milieux Aquatiques de Haut-Doubs (SMMAHD) pour le projet de restauration du ruisseau du Gouterot, fera l'objet d'une enquête publique qui se déroulera du 26 novembre 2018 à partir de 9 h au 10 décembre 2018 jusqu'à 19 h sur les communes de Banmans et La Rivière-Druegon.

Monsieur Christian GIRARDOU, retraité de la fonction publique, a été désigné par le Président du tribunal administratif de Besançon en qualité de commissaire enquêteur.

Conformément au code de l'environnement, le dossier non soumis à étude d'impact, comportant une note de présentation non technique, une présentation détaillée du projet et une étude d'incidence.

Pendant la période susvisée, le public pourra prendre connaissance du dossier d'enquête dans les mairies de :

- Banmans (19, rue Laurent Trottet - 25560 BANMANS) le lundi de 17 h à 19 h et le jeudi de 15 h à 17 h,
- La Rivière-Druegon (8, rue Charles le Tenaire - 25 560 LA RIVIERE-DRUGEON) le jeudi de 13 h 30 à 16 h 30 et le samedi de 10 h à 12 h.

En outre, le dossier d'enquête sera également consultable sur le site internet des services de l'Etat dans le Doubs (adresse suivante : www.doubs.gouv.fr/RubriquePublications/PublicationsLégales/Enquetes_publicites/Autres_enquetes).

Un poste informatique pour la consultation du dossier, sera également mis à disposition du public à la préfecture du Doubs (Hall d'entrée - Point numéroté) du lundi au vendredi de 8 h 30 à 11 h 30. Les observations éventuelles pourront être formulées sur les registres ouverts à cet effet, dans les mairies de Banmans et La Rivière-Druegon ou adressées directement par écrit à la mairie de Banmans (siège de l'enquête), à l'attention de M. Christian GIRARDOU, commissaire enquêteur, qui les annexera au registre d'enquête.

Elles pourront également être transmises par voie électronique du 26 novembre 2018 à partir de 9 h au 10 décembre 2018 jusqu'à 19 h à l'adresse suivante : per-observations-enquetes-publicites@doubs.gouv.fr (objet à rappeler obligatoirement : Restauration du Gouterot).
Elles seront consultables sur le site internet des services de l'Etat dans le Doubs (adresse et rubrique précitée). Le commissaire enquêteur se tiendra à la disposition du public :
• à la mairie de Banmans le lundi 26

novembre 2018 de 17 h à 19 h,

• à la mairie de La Rivière-Druegon le samedi 8 décembre 2018 de 10 h à 12 h.

Toutes informations relatives à ce projet peuvent être demandées auprès de : M. Jean-Noël RESCH (SMMAHD) - Tél : 03.81.39.69.26 ou par mail : jn.resch@smmahd.fr

Des réception des registres et des documents annexés, le commissaire enquêteur recevra, dans la huitaine, le responsable du projet et lui communiquera les observations écrites et orales consignées dans un procès-verbal de synthèse. Le responsable du projet disposera d'un délai de 15 jours pour produire ses observations éventuelles.

Dans un délai de 30 jours à compter de la clôture de l'enquête, le commissaire enquêteur transmettra au préfet du Doubs les registres et ses pièces annexes, accompagnés de son rapport et dans un document séparé, de ses conclusions motivées.

réserve de dispositions particulières :
- lundi de 14 h à 18 h,
- mardi de 9 h à 12 h,
- vendredi de 14 h à 17 h,
- samedi de 9 h à 11 h 30.
Les observations, propositions et contre-propositions pourront être également adressées directement, par écrit, à la mairie de La Longeville (12, route des Châlets - 25650 La Longeville), à l'attention de M. Hervé RUDICHE, commissaire enquêteur, qui les annexera aux registres d'enquêtes. Elles pourront également être transmises par voie électronique durant cette même période à l'adresse suivante : per-observations-enquetes-publicites@doubs.gouv.fr (objet à rappeler obligatoirement : Voirie La Longeville).
Le commissaire enquêteur se tiendra à la disposition du public à la mairie de La Longeville :
- lundi 26 novembre 2018 de 10 h à 12 h,
- mardi 4 décembre 2018 de 13 h 30 à 15 h 30
- lundi 10 décembre 2018 de 14 h à 16 h.

A l'issue des enquêtes, le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur seront mis à la disposition du public à la mairie de La Longeville, ainsi qu'à la préfecture du Doubs (bureau de la coordination, de l'environnement et des enquêtes publiques) et des enquêtes publiques).

S'agissant de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique du projet de réalisation de travaux d'aménagement de la voirie rue de la gare, le commissaire enquêteur transmettra, dans un délai de 30 jours à compter de la date de clôture de l'enquête, l'ensemble du dossier au préfet du Doubs, accompagné de son avis sur l'emprise du projet et du procès-verbal de l'opération.

La publication du présent avis est faite notamment en vue de l'application des articles L311-1, L311-2, L311-3 et R311-1 du code de l'exploitation pour cause d'utilité publique (l'après reproduits :

« En vue de la fixation des indemnités, l'exploitant notifie aux propriétaires et usagers intéressés, soit l'avis d'ouverture de l'enquête, soit l'acte déclarant l'utilité publique, soit l'arrêté de cessibilité, soit l'ordonnance d'expropriation (article L311-1).
Le propriétaire et l'utilisateur sont tenus d'appeler, les fermiers, locataires à l'exploitant, les tenants, occupants, ceux qui ont des droits d'emphytéose, d'habitation ou d'usage et ceux qui peuvent réclamer des servitudes (article L311-2).

Les autres intéressés seront en demeure de faire valoir leurs droits par publicité collective et tenus de se faire connaître à l'exploitant, à défaut de quoi ils seront déchus de tous droits à l'indemnité. » (article L311-3).
« Le propriétaire et l'utilisateur sont tenus d'appeler et de faire connaître à l'exploitant, dans un délai de un mois, les fermiers, les locataires, les personnes qui ont des droits d'emphytéose, d'habitation ou d'usage et celles qui peuvent réclamer des servitudes » (article R311-1).

Le Préfet, par délégation, Le Directeur, Christian HAAS.

AVIS D'ENQUÊTES CONJOINTES D'UTILITÉ PUBLIQUE ET PARCELLAIRE PROJET D'ACQUISITION D'IMMEUBLES NECESSAIRES A LA REALISATION DES TRAVAUX D'AMENAGEMENT DE LA VOIRIE RUE DE LA GARE

Il sera procédé, du 26 novembre à partir de 10 h au 10 décembre 2018 jusqu'à 16 h, sur le territoire de la commune de La Longeville :

- à une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique du projet de réalisation de travaux d'aménagement de la voirie rue de la gare ;
- à une enquête parcellaire conjointe destinée à déterminer le périmètre des immeubles dont l'acquisition est nécessaire à la réalisation du projet et à ces immeubles.
Monsieur Hervé RUDICHE, géologue, a été désigné par le président du tribunal administratif de Besançon en qualité de commissaire enquêteur.

En cas d'empêchement de M. RUDICHE, le président du tribunal administratif ou le conseiller délégué par lui, ordonnera l'interposition de l'enquête, désignera un commissaire enquêteur remplaçant et fixera la date de reprise de l'enquête. Le public sera informé de ces décisions.

Pendant cette période, le public pourra prendre connaissance des dossiers et formuler ses observations, propositions et contre-propositions sur les registres ouverts à cet effet à la mairie de La Longeville, aux jours et heures habituels d'ouverture de la mairie, sous bituels d'ouverture de la mairie, sous bituels

Constitution par ASSP le 06/09/2018 de la SCI : SCI BARBIER-JULIASTRICAPITAL : 4 & 5, 25720 Avainy. Objet : L'acquisition et/ou gestion de biens immobiliers en vue de location non meublée et accessoirement meublée. Gérance : BARBIER Mathieu - bd de la forêt 3, 1009 Pallin suisse. Durée : 99 ans. Au RCS de BESANCON.



Bulletin d'abonnement à retourner à la Terre de chez nous

130 bis rue de Belfort - BP 939 - 25021 BESANCON cedex - Tél. 03 81 65 52 03

Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____

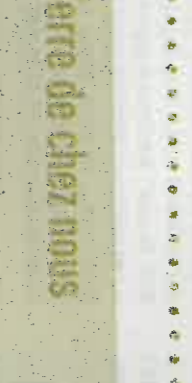
Ville _____

Profession _____

Tel. _____

Je souhaite la recevoir gratuitement (TVA à 2,10 %)

- 06 mois d'abonnement (sans cahier agricole) pour 41 € TTC (72 numéros - 1 petite annonce gratuite)
- 01 an d'abonnement (sans cahier agricole) pour 76 € TTC (63 numéros - 2 petites annonces gratuites)
- 01 an d'abonnement (sans cahier agricole) pour 142 € TTC (126 numéros - 4 petites annonces gratuites)
- 01 an d'abonnement (sans cahier agricole) pour 119 € TTC (82 numéros - 2 petites annonces gratuites)
- 01 an d'abonnement (sans cahier agricole) pour 142 € TTC (126 numéros - 4 petites annonces gratuites)
- 01 an d'abonnement (sans cahier agricole) pour 119 € TTC (82 numéros - 2 petites annonces gratuites)



La Terre de chez nous

SECRET GÉNÉRAL D'IMPRESION ET D'ÉDITION 130 BISE RUE DE BELFORT
BP 939 - 25021 BESANCON Cedex - Tél. 03 81 65 52 03 - Télécopie - 03 81 65 52 04
Site internet : www.laterredecheznous.com - Email : vente@laterredecheznous.fr

565 € au capital de 49 018 euros, 6 rue de la gare de Besançon à compter de son incorporation à la société, constituée en France sous la forme de SA à capital variable, objet de la publication de la présente note d'information.

Publicité rediffusée : 7 rue de l'Industrie, 7ème Floor, 79191 Paris, Tél. 01 49 25 30 59
Demande agréée pour l'utilisation des annonces légales pour la durée de la présente note d'information
Crédit Agricote 2015 692 4010 - Impression : ANNONCES 130 - 62 rue de Charney 21036 MICHILIBELIEN
N° 2176 - DÉCLARÉ AU MAF/DRDRE 2015 - Crédit Legal N° 228 Novembre 2018

Avec ce numéro, le supplément "L'échelle agricole" Réserve uniquement à nos abonnés

Tout abonné aux numéros de la "Terre de chez nous" pourra bénéficier de réductions sur ses abonnements à l'ensemble de nos revues.
Les abonnements sont payés par mandat postal ou par carte bancaire. Les abonnements étrangers sont payés par mandat postal ou par carte bancaire.
Tous les tarifs sont en TTC. Le prix de vente des revues est de 1,90 € TTC.
Tous les tarifs sont en TTC. Le prix de vente des revues est de 1,90 € TTC.
Le travail est européen pour la partie "TERRITOIRE" Impression : Prior 1011187

2017